

FR EN

Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

[Gérer mes cookies](#)

REQUIS
SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

CONTEXTE POLITICO-ÉCONOMIQUE

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Pour les dernières mises à jour sur les principales réponses économiques des gouvernements pour faire face à l'impact économique de la pandémie COVID-19, veuillez consulter la [plateforme de suivi des politiques du FMI "Policy Responses to COVID-19"](#).

L'économie jordanienne, gravement touchée par l'afflux de réfugiés et la dépendance croissante aux subventions internationales qui a suivi la crise des réfugiés syriens, a dû faire face à l'effet global de la pandémie de COVID-19 depuis 2020. Néanmoins, la croissance de son PIB s'est élevée à 2,2 % en 2021, contre -1,6 % en 2020, et s'est maintenue à 2,4 % en 2022 (FMI, 2023). Selon les prévisions actualisées du FMI de janvier 2023, la croissance du PIB devrait atteindre 2,7 % cette année, puis 3 % en 2023, sous réserve de la reprise économique mondiale post-pandémique.

La Jordanie est l'un des rares pays du Moyen-Orient à ne pas dépendre autant de ses ressources naturelles en raison de la rareté des hydrocarbures et des ressources en eau. Néanmoins, c'est aussi l'un des pays les plus engagés dans les réformes financières de sa région (privatisation, réformes fiscales, ouverture du secteur bancaire, etc.) La Jordanie a mis en œuvre des réformes dans le cadre de la facilité de financement étendue qu'elle a négociée avec le FMI en 2016 et les politiques d'assainissement budgétaire qui en ont découlé ont ramené le solde budgétaire du gouvernement à un déficit de 6,4 % du PIB en 2020, de 5 % en 2021 et de 4 % en 2022. Cette tendance devrait se poursuivre avec un déficit de 4,3 % en 2023 et de 4,4 % en 2024. Le FMI estime que la dette publique représentait 91,9 % du PIB en 2021 et 91 % en 2022, qu'elle se stabilisera en 2023 (90,6 %) et qu'elle devrait être ramenée à 87,4 % en 2024. Parallèlement, la Jordanie a renouvelé son accord avec le FMI début 2020 sur un accord de deux ans dans le cadre de la facilité élargie de crédit pour un montant d'environ 1,3 milliard de dollars. Fin 2018, la Jordanie a adopté une loi globale sur l'impôt sur le revenu soutenue par le FMI, qui prévoit une augmentation progressive des taux d'imposition sur les sociétés de 2019 à 2024. Les activités industrielles, pharmaceutiques et d'habillement, qui bénéficient actuellement de taux d'imposition réduits, seront imposées au même taux que le reste des entreprises à partir de 2024. Cependant, l'impôt effectif sur les sociétés est encore plus élevé car la Jordanie a introduit début 2019 une nouvelle taxe de contribution nationale sur le revenu imposable de toutes les sociétés en Jordanie, à des taux variant de 1 % à 7 %, dans le cadre de ses efforts pour rembourser la dette nationale. Alors que la dynamique macroéconomique de la Jordanie devrait s'améliorer, les conditions de financement mondiales et l'instabilité régionale continuent d'entraver la croissance économique, limitant ainsi la portée des investissements étrangers. Le déficit de la balance courante de la Jordanie, qui représentait 6,7 % du PIB en 2022, devrait se réduire à 4,8 % du PIB en 2023 et à 4 % en 2024. La position extérieure du pays reste fragile compte tenu des besoins de financement considérables. L'inflation est tombée à 0,4 % en 2020, contre 0,7 % un an plus tôt, mais elle a augmenté pour atteindre 1,3 % en 2021 et 3,8 % en 2022. Elle devrait atteindre 3 % en 2023 et 2,5 % en 2024 dans un contexte de politiques monétaires rigoureuses et d'une demande atone.

Une croissance économique modeste, un taux de chômage élevé et une création d'emplois limitée soulèvent des inquiétudes quant à l'ampleur de la réduction de la pauvreté qui peut être accomplie. Malgré la faible contraction de l'économie en 2020, la reprise des ménages pourrait être lente et inégale. Les ménages les plus nombreux, les jeunes, les femmes, les travailleurs informels et ceux qui travaillent dans des secteurs de services à forte interaction verront probablement leurs revenus baisser plus longtemps (Banque mondiale, 2022). En 2023, le défi le plus immédiat du pays reste lié aux impacts économiques, sociaux et de santé publique de la pandémie de COVID-19. Outre la crise humanitaire et financière provoquée par l'afflux de réfugiés syriens, la Jordanie doit également faire face à un taux de chômage élevé, qui a encore augmenté pour atteindre 24,4 % à la fin de 2021 (FMI, 2022), à un taux de pauvreté élevé et à des niveaux d'inégalité importants. À long terme, le taux de chômage en Jordanie devrait se situer autour de 24 % en 2023 et de 20 % en 2024, selon les modèles économétriques de Trading Economics (Trading Economics, 2023). Le chômage touche beaucoup plus durement les titulaires d'un diplôme universitaire et les femmes, ce qui contribue à creuser les inégalités. Cependant, le développement de la Jordanie a bénéficié de l'aide internationale, car le pays a pu devenir un élément central de la stabilité au Proche et au Moyen-Orient, en assurant la paix sur les frontières qu'il partage avec ses pays voisins.

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB (milliards USD)	47,52	50,02	52,66	55,59	58,69
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,5	2,6	2,7	3,0	3,0
PIB par habitant (USD)	4.613	4.851	5.102	5.376	5.657
Solde des finances publiques (en % du PIB)	-5,0	-4,4	-4,3	-4,2	-3,6
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	94,1	93,8	91,9	89,5	86,2
Taux d'inflation (%)	n/a	2,7	2,6	2,5	2,5
Taux de chômage (% de la population active)	22,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-4,17	-3,78	-2,86	-2,23	-1,76
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,8	-7,6	-5,4	-4,0	-3,0

Source : FMI - World Economic Outlook Database , October 2021

Risque pays

Consultez [l'analyse risque pays](#) proposée par [la Coface](#).

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

L'agriculture représentait 4,7 % du PIB et employait 2 % de la population active en 2022 (Banque mondiale, 2023). Le manque d'eau constitue un obstacle au développement agricole. Les principales cultures sont le blé, l'orge, les lentilles, les tomates, les concombres, les aubergines, les agrumes, les olives, les fraises et le raisin. Les phosphates et le potassium sont les seules ressources naturelles du pays. Six gisements d'uranium, représentant 3 % des réserves mondiales, ont été découverts ces dernières années et le pays a signé une vingtaine d'accords internationaux dans le domaine de l'énergie atomique.

L'industrie a contribué à hauteur de 23,7 % au PIB et employait environ 24 % de la main-d'œuvre en 2022 (Banque mondiale, 2023). L'exploitation des mines et des carrières (principalement le phosphate et la potasse) figure parmi les principales industries. Le secteur manufacturier est plutôt limité et dominé par le textile, un secteur actuellement en crise en raison de la concurrence internationale.

Le secteur des services, qui emploie 61,1 % de la main-d'œuvre, contribuait à 61,6 % du PIB en 2023 (Banque mondiale, 2023). Les technologies de la communication et les services financiers sont particulièrement actifs dans le pays. Les secteurs de la distribution et des infrastructures touristiques contribuent également de manière substantielle au PIB, bien qu'ils aient connu un ralentissement ces dernières années. Les secteurs de la construction et des transports sont en constante expansion.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	3,2	17,6	79,1
Valeur ajoutée (en % du PIB)	4,7	24,5	61,2
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	3,3	3,3	2,2

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Indicateurs monétaires	2016	2017	2018	2019	2020
Dinar jordanien (JOD) - Taux de change annuel moyen pour 1 USD	0,71	0,71	0,71	0,70	0,71

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

COMMERCE EXTÉRIEUR

La Jordanie est très ouverte au commerce international, à tel point qu'elle est dépendante des capitaux étrangers ; cependant, sa part relative dans le PIB a considérablement diminué après 2014 et s'élevait en 2021 à 81% (Banque mondiale, 2023). Les exportations sont tirées par l'industrie textile, suivie par les secteurs chimique et minier (engrais, médicaments, potasse et phosphate). La Jordanie importe principalement des machines et du matériel de transport, du gaz, du brut et des produits pétroliers, des produits alimentaires, des produits chimiques manufacturés et des machines électriques.

Les États-Unis sont de loin la principale destination des exportations jordaniennes (22,1 % de l'ensemble des exportations), suivis par l'Inde (10,9 %), l'Arabie saoudite (10,5 %), l'Irak (8,4 %) et les Émirats arabes unis (4,4 %). La Chine (15,9%) et l'Arabie saoudite (12,3%) ont été les principaux fournisseurs de biens en Jordanie, toujours devant les États-Unis (8,3%), l'Allemagne (4,3%) et l'UEA (3,7%). La Jordanie est membre de l'OMC et a signé un accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis en décembre 2001, permettant la suppression des droits de douane sur la majorité des biens et services depuis 2010, date à laquelle il a été pleinement mis en œuvre. La Jordanie a également signé un accord d'association avec l'UE. En 2016, l'UE a annoncé qu'elle faciliterait l'entrée des exportations jordaniennes afin de soutenir l'économie et l'intégration des réfugiés syriens. La Jordanie a annulé son accord de libre-échange avec la Turquie à la fin de l'année 2018, en invoquant sa faisabilité et son impact négatif sur l'industrie locale. Cet accord a été remplacé par un autre accord de libre-échange à la fin de l'année 2019. Outre les États-Unis, la Jordanie est également partie à des accords commerciaux bilatéraux avec le Canada et Singapour et est signataire de plusieurs accords commerciaux régionaux, notamment l'Association européenne de libre-échange (Norvège, Suisse, Liechtenstein), le Greater Arab Free Trade Agreement (GAFTA) et l'accord d'Aghadir (Égypte, Maroc, Tunisie), qui est lié à l'accord d'association (UE).

Le 6 octobre 2022, le ministre jordanien de la Planification et de la Coopération internationale, Nasser Shraideh, a annoncé la signature d'un accord avec la Banque européenne d'investissement (BEI) concernant la sécurité alimentaire en Jordanie, d'une valeur de 130 millions d'euros (Jordan News, 10/06/22).

La balance commerciale de la Jordanie est structurellement déficitaire, principalement en raison de la dépendance du pays aux importations d'hydrocarbures. Les exportations de biens s'élèvent à 9,35 milliards d'USD et les importations de biens à 21,61 milliards d'USD en 2021. Le déficit commercial du Royaume a augmenté au cours de l'année 2021 de 23,7 % pour atteindre 9,87 milliards de USD, par rapport à la même période en 2020, où il s'élevait à 7,98 milliards USD (Jordanian Department of Statistics, January 2023). Le volume des exportations totales en 2021 était de 13,76 milliards USD, contre 10,26 milliards en 2020. (Département jordanien des statistiques, 2022).

Valeurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Importations de biens (millions USD)	20.310	19.170	17.233	21.542	27.290
Exportations de biens (millions USD)	7.750	8.317	7.943	9.358	12.380
Importations de services (millions USD)	4.863	4.911	3.095	4.162	5.690
Exportations de services (millions USD)	7.342	7.853	2.501	4.507	7.951

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Indicateurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Commerce extérieur (en % du PIB)	88,0	85,8	n/a	n/a	n/a
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-10.302	-8.735	-7.386	-9.810	-11.895
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-7.823	-5.793	-7.980	-9.452	-9.619
Importations de biens et services (en % du PIB)	52,8	49,2	n/a	n/a	n/a

Indicateurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Exportations des biens et services (en % du PIB)	35,1	36,7	n/a	n/a	n/a

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Prévisions du commerce extérieur	2023	2024 (e)	2025 (e)	2026 (e)	2027 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	2,3	2,3	3,5	3,6	3,4
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	3,0	2,0	2,6	2,9	3,1

Source : IMF, World Economic Outlook ; Latest available data

Note : (e) Donnée estimée

La coopération économique internationale

L'économie jordanienne est très ouverte. Le pays est membre de [la Grande Zone Arabe de libre-échange \(GAFTA\)](#), un pacte de la Ligue Arabe entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005 qui vise à former une zone de libre-échange arabe. Il a aussi signé des accords bilatéraux de libre échange avec la plupart des pays de la Ligue Arabe. La Jordanie a signé un accord avec [la zone européenne de libre-échange \(EFTA\)](#), les États-Unis et Singapour. La Jordanie a signé l'Accord d'Association Euro-Méditerranéen qui prévoit l'établissement d'une zone de libre-échange entre l'Union Européenne et les autres pays signataires. Enfin, la Jordanie est membre de [l'accord d'Agadir](#) qui prévoit un système de libre-échange entre la Jordanie, la Tunisie et l'Égypte. La Jordanie a également signé un accord de libre-échange avec le Canada.

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2022
Etats-Unis	20,0%
Inde	14,6%
Arabie saoudite	9,9%
Indonésie	2,7%
Emirats Arabes Unis	2,7%
Voir plus de pays	50,1%

Principaux fournisseurs (% des importations)	2022
Chine	15,3%
Arabie saoudite	14,9%
Emirats Arabes Unis	7,8%
Etats-Unis	5,5%
Inde	5,1%
Voir plus de pays	51,5%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

LE CONTEXTE POLITIQUE

Les chefs de gouvernement

Roi : Abdullah II (depuis le 7 février 1999) – héréditaire

Premier ministre : Bisher Al-Khasawneh (depuis le 7 octobre 2020)

Les prochaines élections

Chambre des députés : 2024

Les principaux partis politiques

La Jordanie est une monarchie absolue et le parlement n'y joue qu'un rôle limité dans la gouvernance du pays. Les partis politiques n'ont été légalisés dans le pays qu'en 1992. Le Front d'Action Islamique, un parti d'opposition de centre-droit, branche jordanienne des Frères Musulmans, domine la scène politique jordanienne et a obtenu 15 sièges lors des élections de 2016 après avoir boycotté les deux précédentes de 2010 et 2013. La politique jordanienne est, dans les faits, plus l'affaire des familles et des tribus que des partis. Les plus importants d'entre eux sont les formations pro-gouvernementales :

- Le Parti Islamique Centriste : centre, modéré, en faveur des réformes sociales
- Zamzam : centre-droit, démocratie islamique
- Le Parti national actuel : centre, nationaliste

Le pouvoir exécutif

Le chef de l'État est le Roi. La monarchie est héréditaire. Le Roi détient les pouvoirs exécutifs. Il signe et exécute toutes les lois. Il nomme et peut renvoyer tous les juges par décret, approuve les amendements de la Constitution, déclare la guerre. Le Roi nomme le Premier ministre, qui est le chef du gouvernement, pour un mandat dont le terme n'est pas défini. Le Conseil des Ministres, dirigé par le Premier ministre, est nommé par le Roi.

Le pouvoir législatif

Le pouvoir législatif est bicaméral. Le parlement est constitué : du Sénat dont les 65 membres sont nommés par le Roi pour quatre ans ; et de la Chambre des députés, qui compte 130 membres élus au suffrage universel sur la base d'une représentation proportionnelle pour quatre ans. Le droit de veto du Roi peut être supplanté par une majorité des deux tiers des deux chambres de l'Assemblée nationale.

RÉPONSE DU PAYS AU COVID-19

Restrictions de voyage

Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on [TravelDoc Infopage](#).

To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by [IATA](#).

Restrictions import & export

A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the [International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures](#) webpage.

Plan de relance économique

For the general overview of the key economic policy responses to the COVID-19 pandemic (fiscal, monetary and macroeconomic) undertaken by the government of Jordan, please consult the country's dedicated section in the [IMF's Policy Tracker platform](#).

Plan de soutien aux entreprises

For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's [SME Covid-19 Policy Responses](#) document.

You can also consult the World Bank's [Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19](#).